



COMITÉ SYNDICAL FRANCOPHONE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION
9405, RUE SHERBROOKE EST, MONTRÉAL (QUÉBEC) CANADA H1L 6P3
Téléphone : 514 356-8888 • Télécopieur : 514 788-1254 • Courriel : csfef@csq.qc.net
Représentation en France : 46, ave d'Ivry, 75647, Paris, CEDEX 13 • Courriel : csfef@snes.edu
Téléphone : + 33 1 40 63 28 32 • Télécopieur : + 33 1 40 63 29 68 • Adresse Web : www.csfef.org

**Déclaration adoptée à la XIIIe Rencontre du CSFEF
Tenue les 3 et 4 septembre 2012 à Kinshasa (RDC)
Relativement à la situation qui prévaut à l'Est de la RDC**

Nous, les participants à la XIIIe Rencontre du CSFEF réunis à Kinshasa les 3 et 4 septembre 2012, sous le thème *Francophonie, les enjeux environnementaux et économiques en éducation face à la gouvernance mondiale*,

- considérant la situation sécuritaire à l'Est de la République Démocratique du Congo avec ses corollaires, à savoir : les exactions, les violences faites aux femmes et aux enfants, les massacres, le recrutement des enfants par les groupes armés, les déplacements massifs des populations, le pillage des ressources naturelles et la destruction des établissements scolaires;
- attendu que les organisations membres du CSFEF militent en faveur de l'éducation publique de qualité pour tous et pour la valorisation de la profession enseignante qui ne peuvent être possibles que si la paix, la sécurité et la prospérité sont garanties notamment par la cessation des hostilités à l'Est de la République Démocratique du Congo;
- vu que le traitement du dossier de la sécurité à l'Est de la République Démocratique du Congo sur le plan diplomatique n'a pas donné les résultats escomptés;

enjoignons le gouvernement de la République Démocratique du Congo :

- de sauvegarder l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale;
- de rétablir l'autorité de l'État sur toute l'étendue de la République en mettant hors d'état de nuire toutes les forces négatives à l'Est;
- de privilégier l'unité et la concorde nationale en engageant un dialogue franc et sincère avec l'opposition et la société civile (syndicats, églises, etc);
- de respecter la représentation et l'indépendance syndicale;

demandons à la communauté internationale :

- de sanctionner les pays agresseurs et leurs complices à quelque niveau que ce soit;
- d'exiger du gouvernement de la République Démocratique du Congo et des pays frontaliers de la RDC qui servent d'arrière-garde aux groupes armés qu'ils respectent les engagements pris et les conventions internationales concernant les droits humains, la démocratie et le tracé des frontières.

refusons et haussons nos voix contre la balkanisation de la République démocratique du Congo.

Déclaration adoptée par les syndicats de l'Éducation CSC (Belgique), SNEP et SYNEMP (Bénin), SNESS (Burkina-Faso), STEB (Burundi), FECASE (Cameroun), AEFO/FCE (Canada), FETRASSEIC (Congo), SNEPPCI et SYNESCI (Cote d'Ivoire), SNES-FSU et SNUipp-FSU (France), UNSA Éducation (France), SLECG (Guinée), SNEC (Mali), SNEM (Mauritanie), SNE-FDT (Maroc), SNEN (Niger), CSQ (Québec), SNEP (Rwanda), CSC, FENECO et SYECO (RDC), FSEC (RCA), Spiru Haret (Roumanie), SNEEL (Sénégal), SER (Suisse), FESEN (Togo), SGEB-UGTT (Tunisie) ainsi que la Fédération des Associations de Parents d'Élèves d'Afrique (FAPE) réunis à Kinshasa les 3 et 4 septembre 2012 pour la XIIIe Rencontre du Comité Syndical Francophone de l'Éducation et de la Formation (CSFEF).